



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Pays-de-la-Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2025-0369 du - 7 JAN. 2025

Société SERIPHARM située 1 rue Démocrite – 72 000 LE MANS
**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant des prescriptions concernant la défense contre
l'incendie de l'établissement SERIPHARM au MANS**

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°980-2720 du 13 juillet 1998 autorisant la société SERIPHARM à exploiter des installations relatives à la fabrication de produits pharmaceutiques, située Rue Démocrite, sur le territoire de la commune du Mans ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DIRCOL 2016-0498 du 9 septembre 2016 imposant des mesures complémentaires à la société SERIPHARM ;

Vu le classement actuel sous le régime de l'enregistrement de l'activité du site classé sous la rubrique n°4331.2 (Grandeur caractéristique de 261 tonnes de liquides inflammables) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCPAT 2023-0004 du 16 janvier 2023 mettant en demeure la société SERIPHARM de respecter les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et de respecter les dispositions des articles 8.2.6 et 8.2.11 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 en procédant à la mise en œuvre des actions correctives afin que les installations de sprinklage soient conformes à un référentiel en vigueur ;

Vu les courriers de la société SERIPHARM à l'inspection des installations classées datés du 28 mars 2023, du 22 janvier 2024 , du 17 septembre 2024 et du 3 janvier 2025 ;

Vu le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement SERIPHARM du MANS, dans sa version d'avril 2025 ;

Vu le rapport du bureau d'étude ODZ nommé « Mise en conformité des installations de protection incendie – réalisation et exploitation des calculs hydrauliques » en date du 28 novembre 2024 relatif à l'évaluation des capacités hydrauliques des installations de protection incendie du site SERIPHARM ;

Vu le rapport établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 1^{er} décembre 2025 ;

Considérant que par courrier en date du 28 mars 2023, l'exploitant a fait le choix d'appliquer l'article 1-III-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, stipulant que les dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 sont applicables en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ;

Considérant que les articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 encadrent les moyens de lutte contre l'incendie du site pour les stockages de liquides inflammables ;

Considérant que l'annexe IX-III aménage les prescriptions de l'article 14-II-B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 par application de l'article 1-III-C de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 précité ;

Considérant que le rapport précité du 28 novembre 2024 indique le système d'extinction automatique d'incendie n'est pas dimensionné pour répondre aux scénarios d'incendie de l'aire de stockage extérieur de liquides inflammables prescrit à l'article 14-I de l'arrêté ministériel sans mise en place de mesures complémentaires et de compartimentage de la cuvette de rétention B ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas les conditions des articles 8.2.6 et 8.2.11 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1998 pour lequel il a été mis en demeure par arrêté préfectoral n° DCPAT 2023-0004 en date du 16 janvier 2023 ;

Considérant que le site est localisé en zone urbaine ;

Considérant que l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 impose des classes de performance sur les émulseurs présents dans le système d'extinction automatique d'incendie ;

Considérant que l'émulseur présent sur site est susceptible de ne pas répondre aux caractéristiques minimales de performance prévues par l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, à savoir les classes IA et IB ;

Considérant que l'absence de système de défense contre l'incendie adapté pour les installations comportant des liquides inflammables, ou l'absence d'émulseur adéquat est de nature à présenter un risque vis-à-vis des intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il convient que l'exploitant mette à disposition des services d'incendie et de secours les moyens nécessaires permettant de lutter contre un incendie (réserve d'émulseur + moyens en eau), dans l'attente de la mise en conformité d son dispositif d'extinction automatique ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement afin de mettre en place une solution temporaire jusqu'à la mise en conformité du système d'extinction automatique d'incendie ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 3 décembre 2025 et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – BÉNÉFICIAIRE

La société SERIPHARM, dont le siège social est sis Rue Démocrite 72 000 LE MANS, ci-après dénommée l'exploitant, autorisée à exploiter des installations relatives à la production de produits pharmaceutiques à l'adresse pré-citée, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 – MISE À DISPOSITION DE MOYENS POUR LE SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'exploitant élabore un plan de défense contre l'incendie sur la base des éléments prévus à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 pour les scénarios pour lesquels son système de défense automatique contre l'incendie est susceptible d'être mis en défaut.

L'objet est de permettre au service d'incendie et de secours de la Sarthe de disposer des moyens en eau et émulseur en cas d'intervention sur le site. Ces moyens sont complémentaires de ceux existants en fixe.

Le plan de défense est élaboré **sous un délai inférieur à 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral**. Les moyens en eau et en émulseurs sont déterminés sur la base de l'article 14 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, sur la plus grande surface en feu. Ces éléments sont transmis à M. le Préfet de la Sarthe et au service départemental d'incendie et de secours pour avis. L'exploitant explicite les différents scénarios à retenir et les moyens associés à mettre en œuvre (moyens techniques, émulseurs, quantité d'eau). Le plan d'opération interne est mis à jour avec ces éléments.

Sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les quantités d'émulseurs (positionnement de réserves, utilisation de réservoirs...) afin de permettre l'extinction des scénarios pour lesquels son système d'extinction est susceptible d'être inopérant. Le cas échéant les autres moyens nécessaires (eau, moyens techniques...) sont mis en œuvre. Il est tenu compte des éventuelles observations présentées par le SDIS. Ces moyens font l'objet d'une réception par le service d'incendie et de secours.

Dans le cas où les émulseurs présents dans le dispositif d'extinction automatique ne permettent pas de répondre aux dispositions de l'article 14-III-B de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015, les alinéas précédents s'appliquent également à l'ensemble des scénarios de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 ; c'est-à-dire y compris les éléments pour lequel il était opérationnel. Une analyse spécifique est conduite sur l'adéquation de l'émulseur présent **sous un délai inférieur à 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral** (classe de performance ; produits à éteindre ; dispositif de foisonnement par rapport aux normes NF EN 1568-1 2 3 ou 4).

Article 3 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie du MANS et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie du MANS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (articles L181-17 et R.181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – POUR EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe, le maire du MANS, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet de la Sarthe,

~~Pour le Préfet,~~
La Secrétaire Générale


Christine TORRES